



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

revalorisation

Question écrite n° 78091

Texte de la question

M. Bernard Perrut interroge Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur les retraites des chefs d'exploitation et lui demande quand elles vont être augmentées afin d'atteindre 73 % du smic en 2015, 74 % en 2016 et 75 % en 2017. Il souhaite aussi connaître les réponses qu'elle entend apporter à la demande de forfaitisation de la bonification pour enfants, attribuée aux retraités ayant eu au moins trois enfants, pour le moment fixée à 10 % de la pension, ce qui pénalise les retraités aux revenus les plus faibles, ou encore à la demande de relever de 2 000 euros le revenu fiscal de référence qui atteint aujourd'hui 10 633 euros pour pallier la perte nette subie par beaucoup d'exploitants suite à la suppression de la demi-part fiscale pour les veuves et les veufs.

Texte de la réponse

La loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites comprend plusieurs mesures importantes en faveur des petites retraites agricoles. Cette loi met en oeuvre l'engagement du Président de la République et de l'ensemble du Gouvernement d'améliorer le pouvoir d'achat des retraités agricoles, dans un esprit de justice sociale et d'équité. Ainsi, les collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole et les aides familiaux, des femmes dans leur très grande majorité, bénéficient désormais, sous certaines conditions, de 66 points gratuits de retraite complémentaire obligatoire (RCO) au titre des années antérieures à l'obligation d'affiliation au régime, dans la limite de dix-sept annuités. La mesure, qui permet de verser un complément de retraite pouvant atteindre 30 euros par mois, concerne près de 500 000 personnes. Par ailleurs, pour les personnes dont la retraite a pris effet à compter du 1er février 2014, la condition de durée minimale d'assurance de 17,5 années dans le régime non-salarié agricole nécessaire pour bénéficier d'une majoration de la retraite de base servie par ce même régime a été supprimée. De plus, le dispositif dit des droits combinés, jusqu'alors limité à la retraite de base, est désormais étendu au régime de RCO. Sous certaines conditions, ce mécanisme permet au conjoint survivant d'un chef d'exploitation décédé avant d'avoir demandé la liquidation de sa pension, de cumuler les droits du défunt et les siens pour le calcul de sa retraite. En outre, à compter de 2017, les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole qui justifient d'une carrière complète en cette qualité dans le régime non-salarié agricole bénéficieront d'un montant total de pensions, de base et complémentaire, au moins égal à 75 % du salaire minimum de croissance net. L'attribution d'un complément différentiel de points de RCO permettra d'atteindre progressivement, entre 2015 et 2017, ce montant minimum de retraite. Pour les pensions liquidées avant le 1er janvier 2015, le législateur a prévu que ce complément différentiel de points de RCO serait calculé au plus tôt au 1er octobre 2015. Pour les pensions liquidées à compter du 1er janvier 2015, ce complément différentiel sera calculé au plus tôt au 1er octobre de l'année civile au cours de laquelle la pension de retraite prend effet. Le décret d'application de cette mesure est en cours d'élaboration et fera prochainement l'objet d'une publication. L'ensemble de ces mesures constitue une revalorisation des petites retraites agricoles sans précédent depuis la loi n° 2002-308 du 4 mars 2002 dite « loi Peiro ». Enfin, afin de maintenir le pouvoir d'achat des retraités les plus modestes, le Premier ministre a annoncé, dans sa déclaration de politique générale du 16 septembre 2014, le versement d'une prime

exceptionnelle de 40 euros aux personnes dont les retraites n'excèdent pas 1 200 euros mensuels. Cette mesure, mise en oeuvre par le décret n° 2014-1711 du 30 décembre 2014, a donné lieu à un versement unique, intervenu en mars 2015. Par ailleurs, s'agissant de la demande tendant à ce que la bonification pour enfants soit calculée de façon forfaitaire, l'article 22 de la loi garantissant l'avenir et la justice du système de retraites a prévu que le Gouvernement doit remettre au Parlement un rapport relatif aux avantages familiaux. Ce rapport, dont la rédaction a été confiée à M. Bertrand Fragonard, président du haut-conseil de la famille, a été transmis le 25 mars 2015 au Parlement. En outre, en ce qui concerne la majoration d'une demi-part supplémentaire de quotient familial dont bénéficiaient auparavant les personnes veuves, le législateur a décidé, à compter de l'imposition des revenus de l'année 2009, de recentrer cet avantage fiscal au bénéfice des seuls contribuables célibataires, divorcés, séparés ou veufs vivant seuls et qui ont supporté seuls à titre exclusif ou principal la charge d'un enfant pendant au moins cinq années. À défaut de respecter ces conditions, les personnes seules bénéficient d'une part de quotient familial, ce qui correspond à l'objectif de neutralité entre les contribuables vivant seuls et ceux vivant en union. Enfin, soucieux de garantir le pouvoir d'achat des ménages les plus défavorisés, le Gouvernement a souhaité, dans le cadre de la loi de finances pour 2014, relever les seuils du revenu fiscal de référence de 4 %.

Données clés

Auteur : [M. Bernard Perrut](#)

Circonscription : Rhône (9^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 78091

Rubrique : Retraites : régime agricole

Ministère interrogé : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 avril 2015](#), page 2758

Réponse publiée au JO le : [19 mai 2015](#), page 3772